

VOEUX ET QUESTIONS ORALES

VOEU EN FAVEUR DU DEPLOIEMENT DE PLUS DE MOYENS POUR LUTTER CONTRE LA DELINQUANCE ET LES INCIVILITES A QUETIGNY, PRESENTÉ PAR SEBASTIEN KENCKER, CONSEILLER MUNICIPAL, AU NOM DE LA LISTE "ETIQ"

Rapporteur : S.KENCKER, Conseiller Municipal

Plus de moyens pour lutter contre la délinquance et les incivilités à Quetigny

Depuis plusieurs semaines, notre ville connaît une recrudescence des violences et des incivilités. Il ne s'agit pas de sombrer dans le catastrophisme. Non, Quetigny n'est pas devenue Chicago en quelques mois. Simplement, il faut être réaliste : les agressions, les actes de délinquances et les trafics en tous genres, qui se multiplient, contribuent à pourrir la vie de tous ceux qui aspirent simplement à la tranquillité. A savoir 99,9% de la population Quetignoise.

Mais avant de développer mon propos, je souhaite remercier l'ensemble des forces de l'ordre, la gendarmerie, la police nationale et la police municipale ainsi que les pompiers pour leur abnégation et leur engagement au quotidien pour nous protéger. Il est absolument insupportable qu'ils soient régulièrement pris pour cible alors qu'ils ne font que leur travail et que leur seule préoccupation est d'assurer notre sécurité.

Je veux qu'ils sachent qu'ils ont tout le soutien de notre groupe. Mais j'aimerais aussi que nous soyons un peu plus nombreux à les soutenir, élus locaux, élus nationaux, responsables politiques ou simples citoyens. Un soutien franc et massif. Sans ambiguïté. Pas un soutien timide ou juste politiquement correct quand un policier se fait attaquer ou un camion de pompiers caillasser.

Les agressions et les actes de délinquance, qui font régulièrement la Une de l'actualité à Quetigny, montrent un changement de comportement de leurs auteurs. Lesquels, souvent très jeunes (de 13 à 16 ans), ne se cachent même plus, protégés par une impunité qu'ils pensent acquise.

Il n'est pas dans notre intention de jeter l'opprobre sur tous les jeunes. La majorité d'entre eux sont investis dans la vie de notre commune. Simplement, il faut agir pour qu'une minorité de jeunes délinquants ne mettent à mal la cohésion sociale de la cité et ne pourrissent la vie de nos concitoyens.

Surtout, il ne faut pas minimiser ces actes. Le climat s'est nettement dégradé depuis plusieurs semaines. Nous devons tous en prendre conscience.

Et nous devons aussi mettre des mots sur les maux. Ce n'est plus un "sentiment d'insécurité". Ce sont des faits réels et mesurables.

Le "sentiment d'insécurité", c'est l'élément de langage « politiquement correcte » utilisé par certains pour tenter de faire croire à nos concitoyens que non, décidément, il n'y a rien de grave, juste quelques personnes qui ont peur pour rien !

A Quetigny, on a dépassé le stade du "sentiment d'insécurité". L'insécurité est réelle. La situation est grave. Toute la ville est désormais concernée.

Et les Quetignois n'en peuvent plus. Ils ont peur. Ils le disent. Ils nous le disent. Et ils ne comprennent pas l'inaction de la municipalité. Résultat : Ils quittent notre ville.

Que fait la municipalité ? Elle commente. Elle regrette les actes. Elle minimise les faits. Mais quid en termes d'actions concrètes ? Rien.

Nous, membres de l'ETIQ, préférons les actes à la parole. Le temps est à l'action et à la prise de décisions. Des décisions qui doivent être rapides et concrètes. Chacun des acteurs peut et doit agir. L'Etat et la Ville.

L'Etat d'abord.

Il faut mettre plus de forces de l'ordre, des gendarmes en l'occurrence, sur le terrain. Pour montrer aux délinquants que Quetigny n'est pas une zone de non-droit.

Nous vous demandons de saisir Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, pour exiger des renforts immédiats de gendarmes pour la brigade de Quetigny.

Le gouvernement doit également prendre ses responsabilités en matière de justice. On ne doit pas entretenir le sentiment d'impunité des délinquants. Il est inadmissible que les délinquants soient jugés un an et demi voire deux ans après les faits pour lesquels ils ont été arrêtés.

C'est pourquoi nous vous demandons de saisir rapidement Éric Dupond--Moretti, ministre de la Justice, afin qu'il débloque au plus vite des moyens humains et financiers pour accélérer le traitement pénal des actes délictueux.

La Ville ensuite.

Le maire est le représentant de l'Etat dans la commune. A ce titre, le maire dispose de pouvoirs de police qui lui permettent d'agir en termes de sécurité et de tranquillité publiques. Les articles L2211--1 et suivants du Code générale des collectivités territoriales lui donnent de nombreux moyens d'actions.

Une vingtaine de caméras et 5 agents de la police municipale ne suffiront pas à enrayer la recrudescence de la délinquance dans notre ville. Il faut agir davantage en termes de répression et de prévention.

C'est pourquoi nous demandons à la municipalité :

- Dans le cadre d'un plan pluriannuel, de doubler le nombre de caméras.
- De solliciter les services de "ON DIJON", notamment sur la télésurveillance.
- D'augmenter les forces de police municipale et leur affecter de nouvelles missions toujours dans le cadre de la Police de la sécurité du quotidien (PSQ).
- De favoriser la mise en place de la participation citoyenne, en lien permanent avec les habitants, les élus ainsi que les forces de l'ordre.
- De faciliter le déplacement de nos services sociaux auprès des familles.
- D'informer les familles sur l'ensemble des dispositifs existants permettant aux jeunes de se remobiliser.
- De lutter contre le décrochage scolaire.
- De créer des lieux de rencontre animés par des éducateurs spécialisés.

Il est important de mettre tous les moyens disponibles --ils sont réels et nombreux-- afin que nos concitoyens, nos enfants, tous les Quetignois puissent vivre tranquillement dans notre belle ville. Il faut juste avoir la volonté politique d'agir !

Et vous pourrez, bien entendu, compter sur notre soutien plein et entier dans votre lutte contre la délinquance et les incivilités.

Les membres du groupe ETIQ.